



ÉCONOMIE | PAYS DE BREST

# PREMIER SEMESTRE 2023

DES SIGNES D'ESOUFFLEMENT DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE DÉGRADÉ

#138 | Novembre 2023

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

## Chiffres-clés du pays de Brest à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2023



**32%** des chefs d'entreprises déclarent une hausse de chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 (+4 points par rapport au semestre précédent)

Source: CCIMBO Brest, Adeupa

**1 549** salariés privés supplémentaires  
+1,5 % en un an  
(+1,7 % en Bretagne)

Source: Urssaf

les **+** les **-**

**113** défaillances d'entreprises au 1<sup>er</sup> semestre 2023 (+27 % en un an)

Source: Greffe du tribunal de commerce de Brest



**↑** En hausse significative: activités spécialisées et techniques, services, industrie



**↓** En baisse légère: services administratifs et de soutien



**21 577** déclarations préalables à l'embauche (contrats d'un mois minimum) au 1<sup>er</sup> semestre 2023  
+1,9 % en un an  
(+0,1 % en Bretagne)

**6,1 %** de taux de chômage dans la zone d'emploi de Brest  
+0,1 point en un an  
(5,8 % en Bretagne)

Source: Insee

**28 654** demandeurs d'emploi dans les catégories A, B et C au 2<sup>e</sup> trimestre 2023  
-0,6 % en un an  
(-0,4 % en Bretagne)

Source: Drets Bretagne



**61 300 m²** autorisés en immobilier d'entreprise  
-36 % en un an

Source: SDES Sit@del2

**1 198** logements autorisés  
-14 % en un an

Source: SDES Sit@del2



### Besoins de main-d'œuvre dans le pays de Brest en 2023

**19 110** projets de recrutement, soit des besoins de main-d'œuvre importants  
-1,9 % par rapport à 2022 (+0,5 % en Bretagne)

Un niveau de tension encore élevé:  
65 % des recrutements sont jugés difficiles  
(64 % en Bretagne et 61 % en France)

Source: Pôle emploi

# Résumé

L'économie du pays de Brest fait encore preuve de résistance au premier semestre 2023, tant du point de vue de l'activité des entreprises que sur le marché du travail. L'emploi salarié continue à progresser dans un rythme proche de la moyenne régionale et le volume d'embauches est en hausse. La situation des entreprises reste globalement favorable avec une dynamique à l'export de l'industrie et une contribution importante des services dans la valeur ajoutée. La demande d'emploi recule légèrement en un an et le taux de chômage se maintient à un niveau historiquement bas.

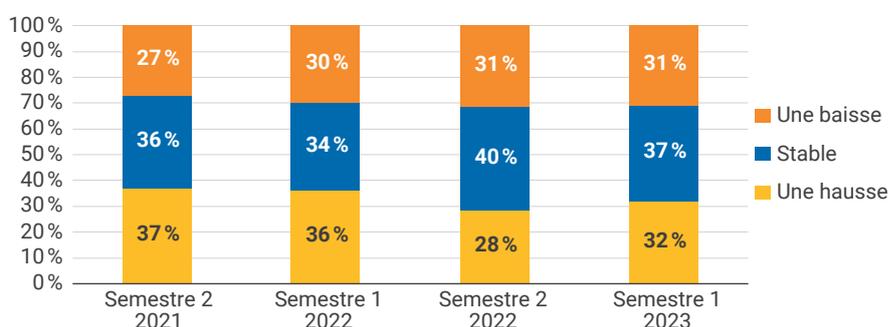
Quelques signes d'essoufflement sont néanmoins enregistrés. La hausse des défaillances d'entreprises, le recul des autorisations de logements et de locaux d'activité, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en sont autant d'exemples. En outre, l'emploi salarié marque le pas dans les secteurs de la construction et du commerce. Ces activités sont particulièrement exposées à des paramètres extérieurs tels que l'inflation et l'évolution des taux d'intérêt.

## Activité économique

### Des entreprises prudentes, mais optimistes

La plupart des résultats de l'enquête réalisée auprès des dirigeant·es d'entreprise du bassin de Brest traduisent une conjoncture favorablement orientée au 1<sup>er</sup> semestre 2023. Le niveau d'activité est en hausse, les investissements ont légèrement progressé et les effectifs salariés se maintiennent. Pour les six prochains mois, 24 % des chef·fes d'entreprise anticipent une hausse d'activité contre 13 % le semestre précédent. Ils sont aussi un peu plus nombreux à prévoir une progression de la rentabilité (15 % contre 10 % le semestre précédent).

### Évolution du chiffre d'affaires



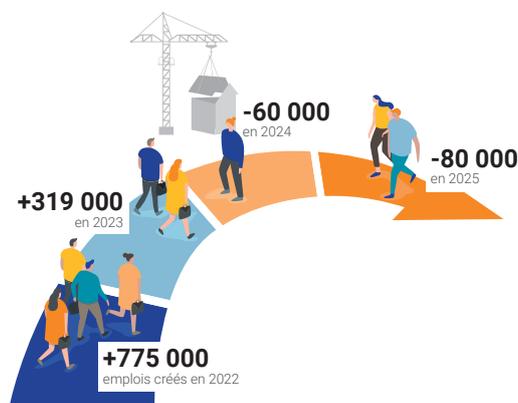
Source : Chambre de commerce métropolitaine Bretagne Ouest, Chambre de commerce et d'industrie Bretagne, Adeupa Brest-Bretagne

### RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Dans un contexte économique international tendu et à hauts risques, en raison notamment d'incertitudes géopolitiques, la France s'inscrit dans une phase de ralentissement, sans toutefois s'inscrire dans un scénario de récession. La dernière enquête de la Banque de France souligne une certaine résistance de l'activité, mais à des niveaux globalement inférieurs aux capacités productives et dans un contexte d'érosion des carnets de commandes dans l'industrie et le bâtiment. L'économie française devrait s'inscrire dans un rythme de croissance trimestriel faible en cette fin d'année, avec un taux de croissance en 2023 qui approcherait au final 1 %.

L'économie française demeurerait encore résiliente en 2023 avec plus de 300 000 créations nettes d'emplois attendues, concentrées sur le 1<sup>er</sup> semestre. Mais, le ralentissement économique et le redressement attendu de la productivité devraient conduire à une contraction de l'emploi en 2024 et 2025. Le taux de chômage national évoluerait ainsi de 7,2 à 7,8 % sur la période selon les prévisions de la Banque de France.

### L'emploi en France va marquer le pas après des années très dynamiques



Source : Insee 2022, puis projections Banque de France

## Nouvelle hausse de l'emploi salarié privé

Les effectifs salariés privés progressent de 1,5 % en un an dans le pays de Brest, soit 1 549 emplois supplémentaires. Cette tendance est légèrement inférieure à la dynamique régionale (+1,7 %), portée particulièrement par les pays de Rennes, Vannes et Saint-Malo.

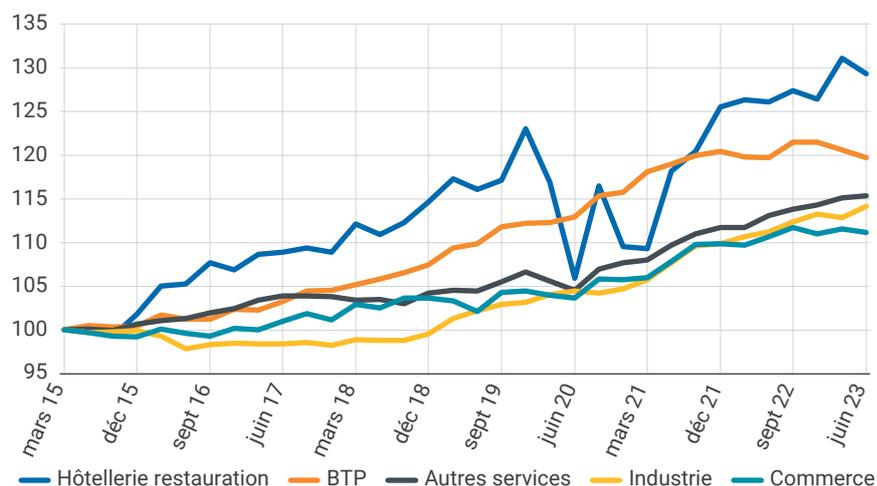
Localement, tous les secteurs d'activité sont orientés favorablement ou stables. Les services bénéficient d'une forte dynamique, dont les activités spécialisées, scientifiques et techniques (professionnels juridiques et comptables, conseils et gestion, architecture et ingénierie, recherche-développement, etc.). L'industrie gagne 429 emplois en un an (49 dans l'agroalimentaire et 380 dans les autres industries), soit un rythme annuel de progression de 2,5 %. Ce résultat témoigne d'une situation plus favorable qu'en Bretagne (0,4 %), avec notamment un recul des 325 salariés dans l'agroalimentaire. Dans les secteurs de la construction et du commerce, l'évolution de l'emploi marque le pas.

Au sein du pays de Brest, les situations des intercommunalités sont contrastées. La métropole brestoise et le pays de Landerneau-Daoulas enregistrent les rythmes de progression

d'emplois salariés les plus importants (+2 et +1,8 %). La communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay est la seule à enregistrer un recul des effectifs (-2,6 % en un an, soit 121 salariés en moins), alors que la

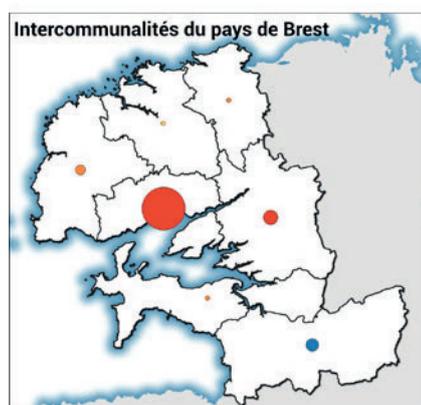
tendance des précédents trimestres était favorable. Les baisses sont enregistrées dans les services administratifs et de soutien (intérim, nettoyage, gardiennage...) et les activités de commerce de gros, transport et entreposage.

### Évolution de l'emploi salarié privé dans la zone d'emploi de Brest (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, données CVS)



Source : Urssaf

### Variation de l'emploi salarié privé par pays breton entre les 2<sup>es</sup> trimestres 2022 et 2023



Évolution en pourcentage

Évolution en volume

● < à 0 %

● de 0 % à +0,7 %

● de +0,8 % à +1,5 %

● de +1,6 % à +2,2 %

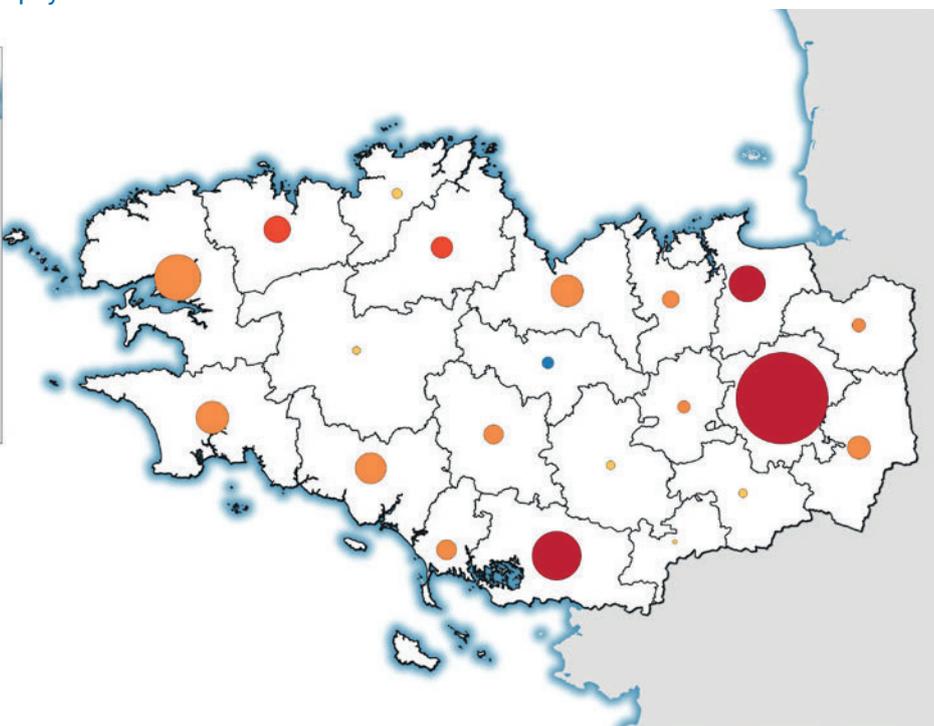
● > à +2,2 %

○ 5 500

○ 1 500

○ 500

Source : Urssaf et traitements Adeupa



## Net recul des autorisations des locaux professionnels

61 300 m<sup>2</sup> de locaux d'activités ont été autorisés dans le pays de Brest au 1<sup>er</sup> semestre 2023, soit un recul de 36 % par rapport aux six premiers mois de l'année précédente. Ce chiffre se situe sous la moyenne des m<sup>2</sup> autorisés ces dernières années. Cette baisse est généralisée, sur l'ensemble des locaux professionnels (bureaux, commerces, ateliers artisanaux, industries, entrepôts, etc.). Seule la surface en hébergement hôtelier s'inscrit en hausse (+30 %) grâce notamment à la création d'un hôtel à Guipavas et à l'extension de deux structures situées à Landerneau et Plougonvelin.

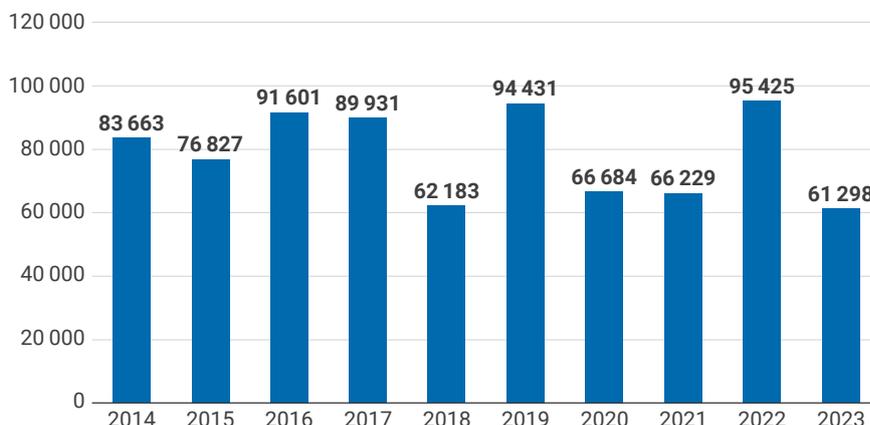
Au niveau des services publics, le volume de m<sup>2</sup> autorisés est significatif (17 600 m<sup>2</sup>) et supérieur à la moyenne, bien qu'en recul de 11 % en un an. Les projets dans le domaine de l'enseignement sont les plus importants.

La situation locale est moins favorable qu'en Bretagne où les autorisations de locaux professionnels progressent de 2 %, grâce notam-

ment à une forte évolution des m<sup>2</sup> autorisés en entrepôts (+31 %, soit +65 370 m<sup>2</sup> entre les 1<sup>ers</sup> semestres 2022 et 2023). Trois bâtiments lo-

gistiques de grande envergure (entre 30 000 et 50 000 m<sup>2</sup>) ont notamment été accordés dans le centre-Bretagne et au sud de Rennes.

### Surface de locaux d'activité autorisée (en m<sup>2</sup>) au 1<sup>er</sup> semestre dans le pays de Brest



Source : SDES, Sit@del2

## Principaux permis déposés au 1<sup>er</sup> semestre 2023 (surface autorisée > 2 400 m<sup>2</sup>)

- RTE réseau de transport d'électricité, rue Isocoat, La Martyre, 5 482 m<sup>2</sup> (industrie)
- SCI des Liniou, rue Éric-Tabarly, Guipavas, 4 835 m<sup>2</sup> (industrie/entrepôt)
- Kerim Promotion, zone de Kerebars, Guilers, 3 159 m<sup>2</sup>, (commerce)
- Lidl, Croas ar Rod, Ploudaniel, 2 997 m<sup>2</sup> (commerce)
- Association Sainte-Anne-Keraudren, 110 rue Ernestine-de-Tremaudan, Brest, 2 927 m<sup>2</sup> (enseignement)
- Commune de Guipavas, rue de Saint-Thudon, Guipavas, 2 513 m<sup>2</sup> (enseignement)



Crédit : Damien Goret - Brest Métropole

- Société d'aménagement du Finistère, Kergadalen, Saint-Ségal, 2 495 m<sup>2</sup> (services publics : centre départemental de formation du service d'incendie et de secours du Finistère)

## Trafics au port de commerce en hausse

Après une baisse de 3 % durant l'année 2022, le trafic progresse de 6 % au 1<sup>er</sup> semestre 2023. Le poste des vracs solides non agroalimentaires a augmenté de 7 %, grâce en partie à la reprise du trafic de ciment.

Le recul de 26 % des échanges de graines de soja, 1<sup>er</sup> trafic des matières premières agricoles, a été compensé par la progression de la plupart des autres postes, permettant une stabilité du trafic global de matières premières agricoles.

Les importations d'hydrocarbures se sont accrues de 3 %.

Le trafic conteneurs renoue avec la croissance (+32 %). Les échanges de viandes congelées et de poudre de lait ont augmenté respectivement de 22 % et de 94 %.

## Une activité de réparation navale civile toujours bien orientée

Depuis 2021, l'activité de réparation navale n'a cessé de progresser et ce premier semestre 2023 confirme la tendance. 22 navires ont été accueillis en cale sèche, soit 4 de plus que l'an-

née précédente. À quai, 9 navires ont été comptabilisés (+1 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022).

En revanche, le nombre d'heures de grues s'inscrit en baisse : 5 190 heures, contre 6 229 en 2022.

## Stabilité du trafic à l'aéroport Brest Bretagne

Après la forte progression observée au 1<sup>er</sup> semestre 2022 (+86 %), le trafic passagers de l'aéroport Brest Bretagne se stabilise (+1 %).

Les vols nationaux ont augmenté de 2,6 %. La croissance du trafic vers Paris (+11 %) a permis de compenser la baisse sur les lignes régionales (-4,4 %), notamment vers Toulouse (-83 %), Montpellier (-52 %) et Toulon (-27 %). Vers Nice, Marseille et Lyon, le trafic a augmenté respectivement de +40 %, +27 % et +9 %.

Le nombre de passager-ères des vols réguliers vers l'étranger est en hausse de 6,4 %, l'ouverture d'une nouvelle ligne vers Dublin en mai 2023 y contribuant.

Après le retour des vols vacances en 2022, le nombre de client-es sur ce type de vol recule de 43 %, en raison du non-renouvellement de plusieurs « chaînes charters ». Ce terme fait référence à des vols vacances proposés de façon régulière (par exemple, un vol hebdomadaire pendant cinq mois). Mais ce ne sont pas des vols réguliers car ils sont mis en place par des tour-opérateurs qui vendent des prestations groupées (billet d'avion et séjour).

## Chiffres-clés au 1<sup>er</sup> semestre 2023 (évolution/1<sup>er</sup> semestre 2022):

### PORT DE BREST



TRAFIC PORTUAIRE:  
**1,338 MILLION**  
DE TONNES (+6 %)



**31**  
NAVIRES EN RÉPARATION  
(+5)



**5 190 HEURES**  
DE GRUES (-17 %)



**383 147**  
PASSAGERS (+1 %)

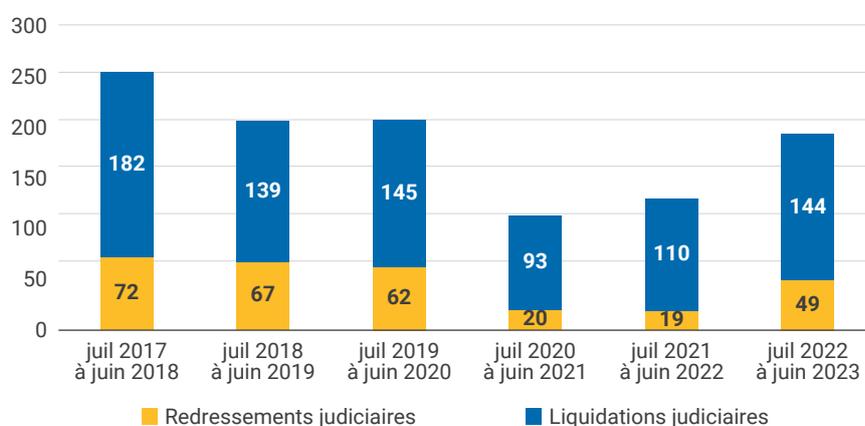
### AÉROPORT BREST BRETAGNE, 1<sup>ER</sup> AÉROPORT BRETON

Source : Chambre de commerce métropolitaine Bretagne Ouest

## Rebond des défaillances d'entreprises : la construction et le commerce les plus touchés

Le nombre de redressements et liquidations judiciaires a progressé de 27 % entre les premiers semestres 2022 et 2023 : respectivement 34 et 79 défaillances prononcées par le tribunal de commerce de Brest. Cette accélération des dépôts de bilan induit un retour à une situation comparable à la période préalable à la crise sanitaire. Elle concerne principalement des petites entreprises ; les secteurs d'activité les plus concernés sont le commerce et les services commerciaux (coiffure, habillement, boulangerie), la construction (maçonnerie, peinture, menuiserie, électricité...) et la restauration.

### Nombre de défaillances d'entreprises (en année glissante, de juillet à juin)



Source : Greffe du tribunal de commerce de Brest



Crédit : Damien Goret - Brest métropole

# Marché de l'emploi

## Léger recul de la demande d'emploi en un an, mais une reprise pour les jeunes

Le volume de demandeur·ses d'emploi sans activité (catégorie A<sup>1</sup>) se replie une nouvelle fois dans le pays de Brest, mais dans des proportions très mesurées: -1 % entre les 2<sup>es</sup> trimestres 2022 et 2023, soit 135 chômeurs et chômeuses en moins sur un an. La tendance est proche en Bretagne (-1,5 %). Les situations sont néanmoins contrastées entre les départements, l'Ille-et-Vilaine se distinguant par une reprise de la demande d'emploi depuis le début de l'année 2023 (+1,7 % en un an).

Les personnes à la recherche d'un travail depuis plus d'un an et celles âgées de 50 ans et plus continuent à être moins nombreuses dans le pays de Brest et en Bretagne. En revanche, le nombre de demandeur·ses d'emploi de moins de 25 ans s'inscrit en hausse (+8,6 % en un an dans le pays de Brest, soit 157 jeunes chômeurs supplémentaires). Ce mouvement, amorcé au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, n'est pas généralisé en Bretagne, même s'il est perceptible dans plusieurs bassins d'emploi (Vitré, Rennes, Morlaix, etc.).

Pour la demande d'emploi toutes catégories confondues (A, B<sup>2</sup> et C<sup>3</sup>), la tendance est similaire, à savoir une légère diminution annuelle: -0,6 % dans le pays de Brest; -0,4 % en Bretagne; -1,9 % en France métropolitaine.

Les chiffres du chômage communiqués pour le 3<sup>e</sup> trimestre en France et en Bretagne attestent néanmoins d'une hausse de la demande d'emploi par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation marque une rupture après un recul quasi-continu observé depuis 2020.

Du côté des offres d'emploi collectées par Pôle emploi, leur volume diminue de 4,8 % en un an dans le pays de Brest, soit une proportion supérieure à celle enregistrée en Bretagne (-3,3 %) et en France (-1,9 %).

1. Demandeur·euse d'emploi de catégorie A : personne n'ayant aucun emploi mais étant en recherche active d'un contrat quel qu'il soit (CDI, CDD, emploi saisonnier, temporaire ou à temps partiel).

2. Demandeur·euse d'emploi de catégorie B : personnes ayant exercé une activité réduite (moins de 78 heures) au cours du mois et tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

3. Demandeur·euse d'emploi de catégorie C : personnes ayant exercé une activité réduite « longue » (plus de 78 heures) au cours du mois et tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

## Chiffres-clés de la demande d'emploi dans le pays de Brest :



**13 638**

DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A  
(-1 % EN UN AN; -1,5 % EN BRETAGNE)

**28 654**

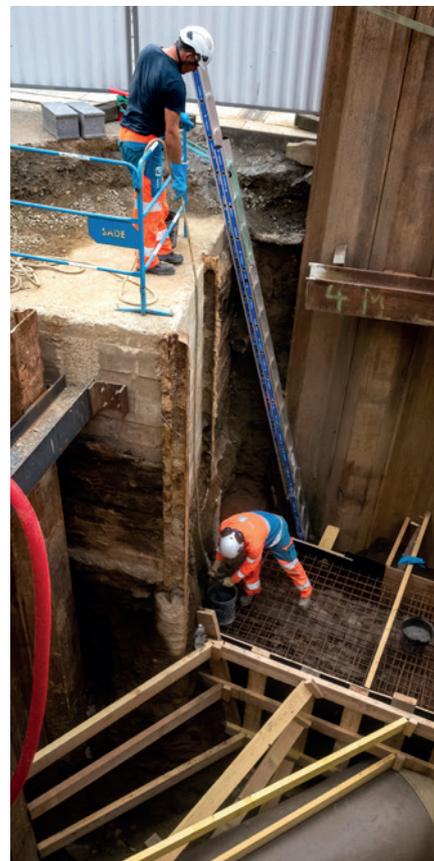
DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIES ABC  
(-0,6 % EN UN AN; -0,4 % EN BRETAGNE)

### ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI DE CATÉGORIE A SUIVANT LES PRINCIPAUX PROFILS EN UN AN

LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE LONGUE DURÉE > 1 AN  
**-12,3 % ; -9,9 % EN BRETAGNE**

LES 50 ANS ET PLUS  
**-7,3 % ; -4,5 % EN BRETAGNE**

LES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS  
**+8,6 % ; +3,3 % EN BRETAGNE**



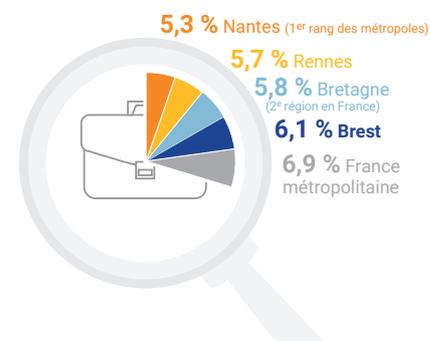
Credit: Damien Goret - Brest métropole

## Un taux de chômage quasi stable et à un niveau historiquement bas

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2023, le taux de chômage s'établit à 6,1 % dans la zone d'emploi de Brest, soit +0,1 point par rapport à celui du trimestre précédent et à celui du 2<sup>e</sup> trimestre 2022. En dépit de cette légère hausse, ce taux reste dans les niveaux les plus bas enregistrés dans les quarante dernières années. Il se situe sous le niveau observé en France métropolitaine (6,9 %) et 0,3 point au-dessus de la moyenne régionale. La Bretagne conserve ainsi son second rang dans les régions françaises présentant le plus bas niveau de chômage (5,8 %), derrière les pays de la Loire (5,6 %).

Dans les autres zones d'emploi en Bretagne, les variations sont également de faible ampleur. Les bassins de Vitré et de Lamballe-Armor se distinguent par des taux inférieurs au seuil symbolique de 5 % (respectivement 3,7 % et 4,6 %).

### Taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2023 : les métropoles du Grand Ouest parmi les bons élèves



Source : Insee

## Toujours plus d'embauches

Le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) d'une durée supérieure à un mois s'inscrit en hausse: +1,9 % entre les 1<sup>ers</sup> semestres 2022 et 2023, soit l'équivalent de 408 contrats supplémentaires dans le pays de Brest. En Bretagne, l'évolution est moins favorable (+0,1 % en un an), du fait d'un recul des embauches dans l'industrie et la construction.

Localement, la tendance à la hausse masque des situations différenciées, tant sur le plan des secteurs d'activité qu'au niveau géographique.

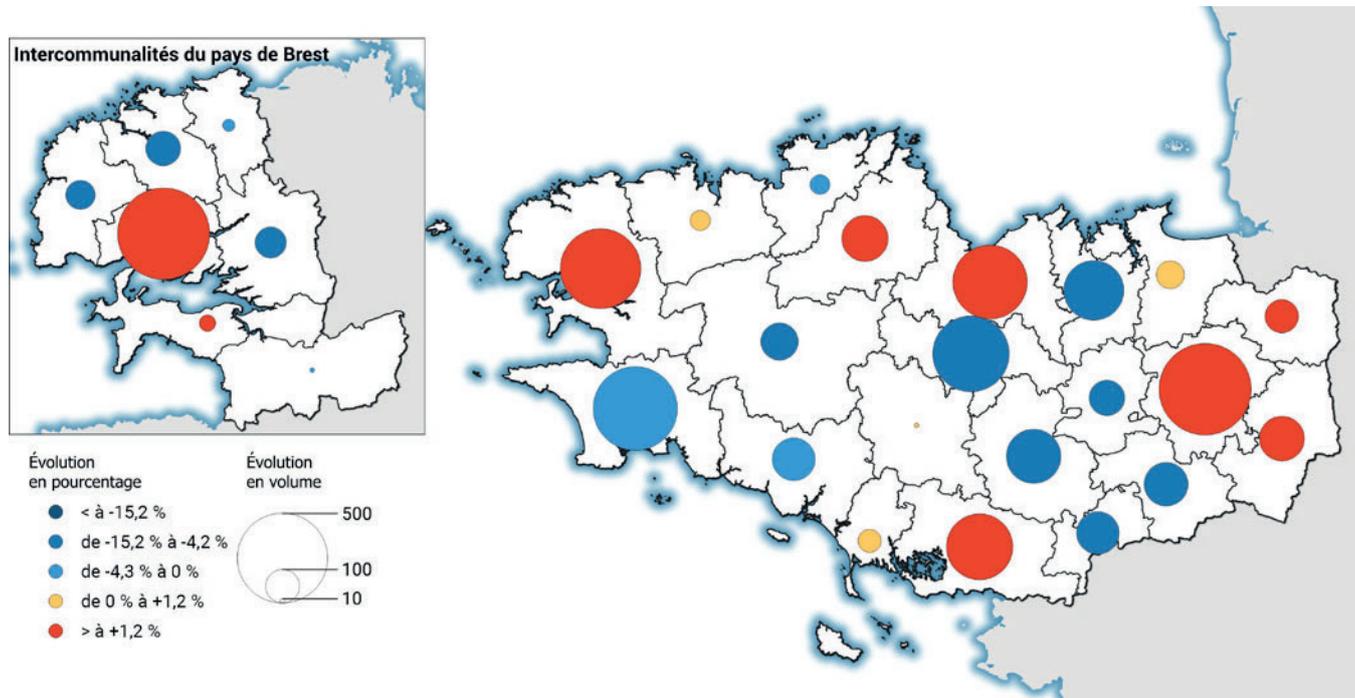
Le commerce et l'hôtellerie-restauration recrutent davantage par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2022. En revanche, l'industrie et les autres services ont engagé moins d'embauches.

Territorialement, la dynamique est particulièrement satisfaisante dans la métropole brestoise et au sein de la communauté de communes de

la presqu'île de Crozon-Aulne maritime (respectivement +5,3 et +4 %). Dans les autres intercommunalités du pays de Brest, les chiffres sont quasi stables ou en baisse.

La part des CDI dans les déclarations préalables à l'embauche progresse pour atteindre 53 % (+2 points par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022).

### Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans les pays bretons entre les 1<sup>ers</sup> semestres 2022 et 2023



Source: Urssaf et traitement Adeupa



Crédit: Franck Betermin - Brest métropole

# Ménages

En France, la confiance des ménages est dégradée, dans un contexte de hausse des taux et d'inflation élevée. Jamais il n'a été recensé aussi peu de ménages souhaitant réaliser des achats importants. Les dépenses de consommation sont en retrait sur un an : -2,8 % entre juin 2022 et juin 2023 selon l'Insee. La chute la plus importante concerne l'alimentaire (-7,5 %).

## Bonne tenue de la solvabilité des ménages locaux

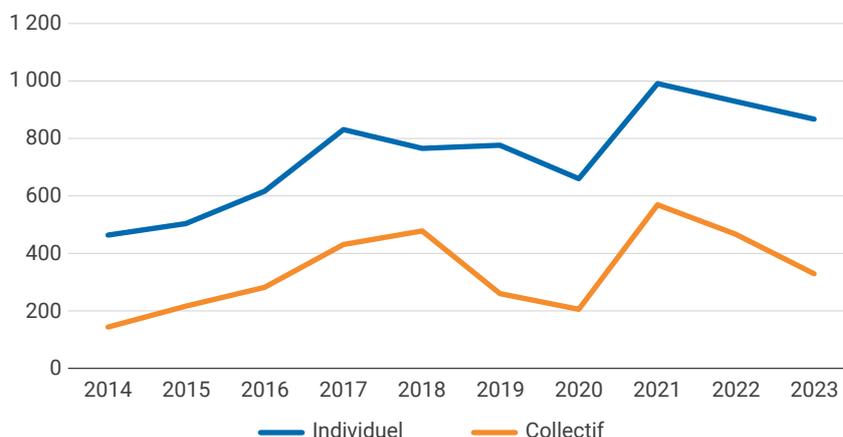
Localement, d'après les analyses de la Banque de France et du Crédit Mutuel Arkea, la solvabilité des ménages en Finistère et dans le pays de Brest n'est pas fragilisée. Les encours bancaires continuent de se consolider. Au niveau départemental, les dépôts de dossiers de surendettement en cumul depuis le début de l'année sont en hausse de 3 % au regard de 2022, versus +3,7 % pour la Bretagne et +5,8 % pour le national. Malgré ces hausses, la situation demeure en deçà de la situation pré-covid.

## Recul du nombre de logements autorisés

1 198 logements ont été autorisés<sup>4</sup> au 1<sup>er</sup> semestre 2023 dans le pays de Brest, dont 72 % de logements individuels. Par rapport au même semestre de l'année précédente, c'est un résultat en baisse de -14,2 %. Tous les types de logements sont concernés par ce recul, mais le segment du logement collectif est de loin le plus concerné (-29,3 %). Ce décrochage intervient après deux années très dynamiques,

4. Les logements autorisés correspondent à la fois aux logements collectifs et individuels.

## Nombre de logements autorisés dans le pays de Brest au 1<sup>er</sup> semestre

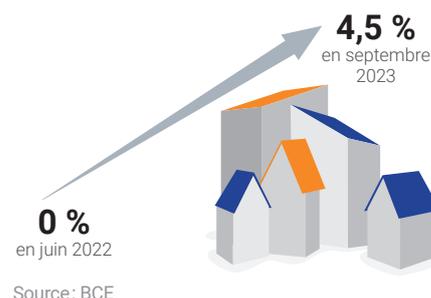


Source : SDES, Sit@del2

caractérisées par un rattrapage des projets qui s'explique à la fois par la crise sanitaire et par l'anticipation de la mise en œuvre de la réglementation environnementale 2020 (qui s'impose à tous les permis déposés à compter de janvier 2022).

La hausse des coûts de l'énergie et des matériaux, l'augmentation des taux d'emprunt et le durcissement des conditions d'accès au crédit, un attentisme sur une baisse des prix ou d'éventuelles dispositions fiscales sont autant de facteurs qui inquiètent les professionnels de la construction.

## Taux directeur de la BCE



Source : BCE

## POUR EN SAVOIR PLUS

Lien vers d'autres publications de l'agence :

Tableau de bord conjoncturel du bassin de Brest - Premier semestre 2023

<https://adeupa-brest.fr/nos-publications/tableau-de-bord-conjoncturel-du-bassin-de-brest-premier-semester-2023>

Observatoire du tourisme du pays de Brest : bilan de saison touristique 2023

<https://adeupa-brest.fr/nos-publications/bilan-de-saison-touristique-2023-en-pays-de-brest>

## LES OBSERVATOIRES | ÉCONOMIE

**Direction de la publication :** Yves Cléach | **Réalisation :** Nadine Le Hir, Éric Stéphan (CCIMBO-Brest)

**Traitements statistiques / Cartographie :** Julien Florent, Arnaud Jaouen

**Mise en page :** Dynamo +

**Contact :** ADEUPa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | **Tél :** 02 98 33 51 71

contact@adeupa-brest.fr | **Dépôt légal :** novembre 2023

**ISSN :** 2425-9608 | **Réf :** 23-254 | **Site web :** www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE  
OPEN LICENCE